

LE PAYS LE PLUS PAUVRE D'APRÈS LA BANQUE MONDIALE

Avril 1977

**Au Rwanda, problèmes d'une Afrique
« différente »**

PAR JACQUES CHEVRIER

L'un des premiers Européens à avoir pénétré au Rwanda au siècle dernier, le comte Goetzen, s'étonnait déjà d'y découvrir un pays où tout lui paraissait « *extrêmement étrange et totalement différent* » de ce qu'il avait pu voir à travers l'Afrique. Un siècle plus tard, les choses n'ont guère changé, et le voyageur débarquant à Kigali est immédiatement frappé par la profonde originalité des paysages offerts à ses regards. Rien ici qui rappelle les savanes incultes ou les forêts immenses et désertes de l'Afrique de l'Ouest.

Au Rwanda, le moindre arpent fait l'objet des soins attentifs d'une paysannerie très attachée à la terre, et les « mille collines » verdoyantes qui constituent ce petit pays montagneux et surpeuplé (4 millions d'habitants pour une superficie égale au vingtième de la France) composent d'un bout à l'autre du territoire une harmonie un peu monotone, que seuls les volcans du Nord viennent rompre de leur majesté. A chaque détour d'une piste de terre qui serpente à travers une succession de mamelons aux formes émoussées, le même spectacle se répète : dans les fonds marécageux des vallées prospèrent les cultures maraîchères sur « billons », tandis que la patate douce, le sorgho, le maïs ou le haricot, parfois les caféiers, se disputent les flancs souvent abrupts des collines que couronnent bois d'eucalyptus et pâturages.

Point de villages, mais un semis de cases rondes cernées d'enclos de branchages (les « rugo »), construites à flanc de coteau et flanquées de l'inévitable bananeraie qui joue dans le milieu rural rwandais un rôle considérable. Ici, en effet, l'unité sociale n'est pas le village, mais la colline, et ce n'est que depuis quelques années qu'on assiste à la constitution de petits bourgs ruraux regroupés autour des bureaux communaux ou des marchés. Sous l'impulsion des missions, monumentaux quadrilatères de brique rose disséminés à travers tout le pays, l'habitat traditionnel tend cependant à se transformer, et les constructions récentes aux toits de tuiles romaines prennent parfois les allures insolites de métairies languedociennes.

Enfin, dernier élément du paysage, les troupeaux de bovins aux longues cornes dont la possession est toujours un élément de prestige social dans un pays où, pendant longtemps, la vache a constitué le symbole du contrat — l'« ubuhake » — par lequel, moyennant le don d'un petit troupeau, le paysan hutu se plaçait volontairement sous la dépendance et la protection des seigneurs tutsi. Comme en Europe, nous sommes donc en présence d'un milieu géographique entièrement façonné par le travail de l'homme, et l'unité qui se dégage du paysage rwandais apparaît finalement davantage comme l'expression d'une civilisation ancestrale que comme la simple traduction de données naturelles.

L'héritage du passé

Fondée pendant longtemps sur la complémentarité entre les hommes de la houe (la masse des paysans hutu) et les hommes de la vache (l'aristocratie tutsi), la société rwandaise n'a pas tardé à ressentir le contre-coup de la colonisation. Alors que les Pères blancs menaient un double jeu consistant à flatter le roi et ses féodaux, tout en gagnant lentement à la cause de Dieu la plèbe asservie des Hutus, les administrateurs belges se sont employés à amoindrir le pouvoir royal dans lequel ils voyaient un obstacle à toute transformation en profondeur du Rwanda.

Prise entre le fusil et le chapelet, l'aristocratie tutsi opta, dans sa grande majorité, en faveur de l'Eglise romaine toute-puissance ici et détermina un irréversible courant de conversion qui devait se traduire d'abord par la création de l'école des fils de chefs à

Nyanza, en 1925, puis dans un second temps, par l'éviction du vieux roi Musinga, jugé trop traditionaliste, au bénéfice de Rudahigwa, jeune chrétien ouvert aux idées occidentales. Sous l'influence de Mgr Classe, qui occupa dans les années 30 le poste de vicaire apostolique du Rwanda, le colonisateur belge a favorisé le maintien de la tutelle tutsi, mais la caution officielle apportée au roi s'est cependant accompagnée d'un certain dépérissement des liens féodaux qui existaient entre Hutus et Tutsis au profit de relations économiques entre les uns et les autres.

Encore que la société rwandaise soit très mal connue, les observateurs (1) estiment donc que l'action du colonisateur n'a pas profondément bouleversé les structures traditionnelles, mais qu'elle a eu pour effet de substituer des rapports de classe aux anciennes relations féodales, entraînant ainsi la constitution d'une véritable bourgeoisie tutsi. Cette hypothèse, sans doute imparfaite, a le mérite d'expliquer l'exacerbation de l'antagonisme racial opposant Hutus et Tutsis qui devait aboutir, dans un premier temps, à la proclamation du « Manifeste des Hutus », rédigé en 1957 par l'ancien président Grégoire Kayibanda, et qui fut suivi, deux ans plus tard, par le renversement du pouvoir tutsi. Comme souvent en pareilles circonstances, cette « révolution nationale » s'est accompagnée de l'inévitable cortège d'assassinats et de règlements de comptes, et à plusieurs reprises — en 1959, 1961 et 1963 — des affrontements sanglants ont opposé les deux communautés, sans qu'on puisse faire état du chiffre exact des victimes. Récemment encore, en février 1973, une nouvelle flambée de violence a décimé les rangs des élites tutsi auxquelles ont reproché de monopoliser les postes de responsabilité et d'accaparer les secteurs-clés de la vie économique, politique et culturelle. Si l'éviction du président Kayibanda par le général major Juvénal Habyarimana, à la suite du coup d'Etat militaire du 5 juillet 1973, s'est effectuée sans heurts apparents, il n'en demeure pas moins vrai, en dépit des réserves et dénégations officielles, que l'antagonisme tutsi-hutu a laissé des cicatrices durables et qu'il contribue encore aujourd'hui à la fragilité de la société rwandaise contemporaine.

Mais ce n'est, hélas pas le seul problème auquel doivent se mesurer les responsables du Rwanda. L'équilibre harmonieux entre l'homme et la nature qu'a su réaliser ce petit pays à dominante rurale se trouve en effet sous le coup d'une double menace : la pression démographique et l'épuisement d'un terroir âprement sollicité. En raison d'un taux de natalité particulièrement élevé, les experts estiment que la population aura doublé dans vingt ans, avec pour conséquence un fort accroissement de la densité rurale (elle atteint plus de 200 habitants au kilomètre carré dans certaines régions), le partage et la réduction des exploitations familiales déjà insuffisantes, enfin la mise en culture de pâturages d'altitude, le défrichement et le déboisement des pentes fragiles. Dès à présent, l'exploitation anarchique des sols se traduit par d'inquiétants phénomènes d'érosion, sans pour autant résoudre un problème foncier qui réduit une partie de la population rurale à un sous-emploi endémique et fera bientôt du Rwandais un paysan sans terre.

A ces difficultés agraires s'ajoute un déterminisme géographique contraignant, dû à la position continentale du Rwanda et à son relief montagneux, qui rend ce pays enclavé totalement tributaire de ses voisins pour les échanges commerciaux, et en particulier pour ses approvisionnements en pétrole. Il en résulte un déséquilibre financier chronique qui place le Rwanda dans la dépendance étroite de la coopération internationale dont l'intervention a permis, ces dernières années, le financement de près des deux tiers des investissements publics.

A ces maux, classiques dans la plupart des pays sous-développés, les « remèdes » habituels semblent n'apporter aucun soulagement. Les migrations sont en effet quasi nulles, même à l'intérieur du pays où il n'existe pas de grandes villes tentaculaires, et le Rwandais donne un exemple de grand attachement au sol natal. Resterait le contrôle et la planification des naissances, mais, dans ce pays où le christianisme a opéré une percée spectaculaire, la famille nombreuse constitue toujours un gage de la bénédiction divine, et les autorités sont hostiles à toute pression sur les mentalités.

Atouts et difficultés

Il semble toutefois que l'équipe réunie autour du général Habyarimana ait pris la juste mesure de ces difficultés et qu'elle s'emploie à leur trouver des solutions : « *Mon gouvernement cherche actuellement les voies et les moyens de restructurer le milieu rural* », déclarait récemment le président. Cette restructuration, qui permettrait une refonte harmonieuse des rapports entre l'homme et l'espace, est en effet indispensable, mais elle pose aux responsables des problèmes extrêmement divers dans la mesure où elle met en jeu une société rurale complexe, mal connue et très attachée aux modes de vie traditionnels. Ainsi la bananeraie, partout inscrite dans le paysage rwandais, représente-t-elle, économiquement parlant, une aberration. Les trois quarts de la production servent en effet à en distiller un alcool local, particulièrement apprécié (les hommes en absorbent jusqu'à 420 litres par an), mais dont la fabrication, outre les dangers liés à l'alcoolisme, représente un véritable gaspillage du stock alimentaire. Cette pratique risque néanmoins de se perpétuer, car, d'une part, la bière de banane trouve de nombreux acheteurs dans les cabarets et sur les marchés ruraux, permettant ainsi de substantielles rentrées de numéraire dans un pays où les surplus sont rares, et, d'autre part, elle représente un élément incontestable de prestige social : un paysan sans bananiers fait figure de pauvre et demeure en marge de la société.

Les expériences de « paysannats » tentées dans l'est du pays ont cependant abouti à une exploitation agricole et pastorale plus rationnelle, donc plus rentable (le revenu des familles ainsi regroupées dépasse le double du revenu paysan moyen), tandis que la mise en valeur des marais a permis l'extension des cultures maraîchères et l'exploitation systématique de la tourbe et de l'argile destinée aux briqueteries. Aux cultures vivrières s'ajoutent des cultures d'exportation (thé, café, pyrèthre) (2) qui sont en plein essor et devraient contribuer à réduire le déséquilibre de la balance commerciale.

En dépit de réelles difficultés, le Rwanda dispose donc dans le domaine agricole d'un certain nombre d'atouts susceptibles de permettre une optimalisation de la production et qui pourront être maintenus tant que s'exercera un contrôle rigoureux des ressources naturelles. Ces richesses sont complétées par un potentiel énergétique important, dû à la fois aux ressources hydro-électriques de ce pays montagneux qui abrite les sources du Nil et du Congo, et aux réserves en méthane contenues dans le sous-sol du lac Kivu. Le réseau routier, fort de ses 6 000 kilomètres praticables quasiment toute l'année et bien entretenus, constitue une infrastructure susceptible de faciliter les échanges commerciaux, à condition toutefois de supprimer les trop nombreux intermédiaires et de moraliser un marché souvent anarchique. La faiblesse de l'urbanisation, qui est l'une des singularités du Rwanda (la capitale Kigali n'a que 60 000 habitants), ne représente pas en soi un handicap insurmontable, et elle a au moins le mérite de préserver le pays de l'exode rural et de ses séquelles — chômage, prolifération des bidonvilles — observables un peu partout ailleurs.

Le gouvernement, qui met en place les structures du Mouvement révolutionnaire national pour le développement, apporte actuellement les dernières retouches à un plan quinquennal dont l'objectif fondamental, pour les années à venir, est de « donner à manger » à l'ensemble de la population rwandaise et qui s'attache à définir les priorités du développement, au nombre desquelles figurent l'agriculture, la formation et l'information. Si, en raison d'une prise de conscience nationale et de nombreux concours internationaux, la restructuration de l'espace rural semble en bonne voie, il n'en va pas de même dans le domaine de la formation qui est hypothéquée à la fois par sa dépendance à l'égard de l'étranger et par l'absence d'un modèle éducationnel national.

Le Rwanda, dont le taux de scolarisation atteint 53 % dans le primaire (pour tomber à 7 % dans le secondaire), dispose à Butare d'une bonne université, d'un institut pédagogique et de deux instituts de recherche, mais en dépit des sacrifices consentis par l'Etat (30 % du budget national consacrés à l'éducation) le système

d'enseignement actuel ne peut pas fonctionner sans l'aide étrangère. Il reproduit des modèles hérités de la colonisation ou véhiculés par les aides multilatérales (ainsi l'enseignement supérieur est-il « belge », « canadien » ou « français » selon les facultés) et, en l'absence d'orientations précises, son impact sur le développement du pays demeure problématique. En 1974, le gouvernement a tenté de remédier à cette situation en élaborant dans le primaire un projet de réforme qui prévoyait la mise en place d'un « enseignement de base » de quatre années, au terme duquel 90 % de la population scolaire seraient orientés vers une section terminale adaptée au milieu rural. Cette réforme, qui aurait le double avantage de supprimer le gaspillage scolaire et de former des individus directement opérationnels, aboutit cependant dans les faits à consolider la sélection et l'inégalité des chances, ce qui explique sans doute les résistances politiques qui en ont différé la mise en place. Entre l'élitisme, anachronique dans un pays où les diplômés n'ont pas d'autres débouchés qu'une fonction publique déjà pléthorique, et une professionnalisation trop rigide, le Rwanda devra opérer un choix et définir un projet pédagogique qui tiennent compte des exigences du développement et prépare la voie à un nouvel ordre culturel et social.

Le « sommet » de l'OCAM, qui s'est tenu à Kigali les 9-10 février, démontre la vitalité du Rwanda et manifeste son désir d'intensifier la coopération régionale et de renforcer ses relations de bon voisinage avec ses partenaires africains, comme en témoigne d'ailleurs sa présence au sein de la Communauté économique des grands lacs (3). Cette ouverture est complétée par une diplomatie non alignée qui permet une coopération avec la plupart des grandes puissances. Si le personnel d'assistance technique en service au Rwanda est encore à 50 % d'origine belge, on note également une part croissante de la France, du Canada et de la Suisse, ainsi que de la Communauté économique européenne qui intervient par le truchement du FED. Enfin, depuis quelques années, les Chinois de Pékin s'emploient, avec leur efficacité et leur discrétion coutumières, au développement des cultures rizicoles et à l'amélioration du réseau routier en direction de la Tanzanie.

Le Rwanda, qui bénéficie depuis plusieurs années d'une grande stabilité politique, semble avoir exorcisé les démons du passé et, en dépit de graves difficultés résultant de l'explosion démographique et de la dislocation des équilibres écologiques, il est actuellement engagé dans un processus de transformation dont les premiers résultats laissent augurer favorablement de l'avenir. Toutefois dans ce petit pays aux ressources limitées (selon la Banque mondiale, il serait même le plus pauvre du monde) et dont pour 90 % la population est composée de paysans, il n'y a pas de miracle à attendre et chacun ici semble avoir compris que le salut ne peut venir que de la définition et de l'élaboration d'un modèle de développement adapté à une réalité modeste.

(1) En particulier Claudine Vidal et Philippe Decraene dans deux articles publiés par la *Revue française d'études politiques africaine*, n° 91 et 99.

(2) Le pyrèthre est une plante dont on tire un insecticide de qualité.

(3) Mise en place en septembre 1976, elle regroupe le Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

JACQUES CHEVRIER

Mots-clés

- **Rwanda**
- **Agriculture**
- **Colonisation**
- **Démographie**
- **Éducation**
- **Pauvreté**

Voir aussi :

- **Bibliographie**

Le Monde diplomatique — Édition imprimée — avril 1977 — Page 19

Tous droits Réservés © 2013 Le Monde diplomatique.